

0 2-02- 1988

MINISTERE DE LA REGION BRUXELLOISE

Administration de l'Urbanisme et
de l'Aménagement du Territoire

JVG/CP

RECOMMANDE.

1040 Bruxelles, 1e

rue de la Loi 155
XXXXXXXXXXXX Trèves 49 - Bte 2
Tél. (02) 733.96.70 / 733.98.60
XXXXXXXXXXXX
extension : 212 - Tél. 231.12.55
Telefax : 230.88.15

Au Collège des Bourgmestre et Echevins
de et à IXELLES
Maison Communale
Chaussée d'Ixelles, 168
1050 BRUXELLES

Vos références

3916

Nos références

71/FL/10

Annexes

1 dossier

PERMIS DE LOTIR

(RECTIFICATION DU PERMIS DE LOTIR
n° 71/FL/10 du 03/06/1988)

Le fonctionnaire délégué,

Vu la demande introduite le 29/04/1988
par l'Administration Communale d'Ixelles

reçue le 04/05/1988

relative au lotissement d'un bien sis à l'angle rue des Mérisiers et avenue
des Cepes
cadastré section D n° 67 z, 67 a2 - b2 - C2 - d2, 94 y2 - z2 - a 3 - b3 - c3 -
d3 - e3 - f3 - g3 et h3 ;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme, notamment l'article 48 modifié par la loi du
22 décembre 1970;

Vu l'arrêté royal déterminant les personnes de droit public pour
lesquelles les permis de bâtir et de lotir sont délivrés par le
fonctionnaire délégué, les formes des décisions de celui-ci et l'ins-
truction des demandes de permis;

Vu l'arrêté ministériel du 6 février 1971 portant délégation des
pouvoirs du ministre en matière d'aménagement du territoire et d'ur-
banisme et désignant les fonctionnaires délégués;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1979 déterminant, pour la Région
bruxelloise, les mesures particulières de publicité applicables
à certaines demandes de permis de bâtir et de lotir et créant, pour
chacune des communes de la Région bruxelloise, une commission de
concertation en matière d'aménagement local;

Vu l'avis du 29 avril 1988 du collège des bourgmestre et
échevins de Ixelles ;

- (1) ~~Attendu que le collège des bourgmestre et échevins de~~
n'a pas émis son avis dans les trente jours de la date
de la demande qui lui en a été faite par l'Administration de l'Urba-
nisme et de l'Aménagement du territoire (lettre du)
~~et que cet avis est donc réputé favorable~~

- (1) Vu l'avis de la commission de concertation du 2 mars 1988 ;

Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le lotis-
sement

- un plan de secteur arrêté par arrêté royal du 28 novembre 1979;

~~(1) un plan général d'aménagement approuvé par arrêté royal du~~

- (1) - un plan particulier d'aménagement approuvé par arrêté royal du

- (1) dont la révision a été décidée par arrêté royal du

~~les règlements généraux sur les lotissements;~~

- (1) Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

Vu les règlements sur les bâtisses communal et de l'Agglomération de
Bruxelles;

~~Attendu que la demande n'est pas conforme au :~~

- (1) - plan général d'aménagement approuvé par arrêté royal du

- (1) - plan particulier d'aménagement approuvé par arrêté royal
du

- (1) - plan d'alignement approuvé par arrêté royal du
pour la voie communale n°

- (1) - règlement sur les bâtisses (1) communal - de l'Agglomération de
Bruxelles;

que, par sa décision du , le collège des
bourgmestre et échevins de a émis un avis(1)
favorable - défavorable sur la demande de dérogation;

- (1) Considérant que

- (1) Attendu que le permis de lotir implique :

- (1) l'ouverture de nouvelles voies de communication;

- (1) la modification du tracé, l'élargissement ou la suppression de voies
communales existantes;

- (1) Attendu que la demande a été soumise à l'enquête publique, conformé-
ment aux modalités déterminées par l'arrêté royal du 6 février 1971
sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de lotir;

- (1) Vu la délibération du conseil communal,
portant (2)

- (1) ~~Attendu que le contenu de la demande est contraire à des servitudes du fait de l'homme et/ou à des obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol; que la demande a été soumise à l'enquête publique conformément aux modalités déterminées par l'arrêté royal du 6 février 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de lotir; que la réclamation(s) a (ont) été introduite(s); (1) que le collège a délibéré~~

ARRETE :

Article 1er. - Le permis de lotir est délivré à l'administration communale d'Ixelles.

(plans n° 1061 et 2185 c)

~~qui est tenu de~~

- (1) 1° se conformer strictement aux conditions prescrites par la délibération du conseil communal;
- 2°

- (1) Article 2. - Le lotissement peut être exécuté en phases, comme il est précisé ci-dessous (3) :
- phase 1

~~phase 2~~

Article 3² - Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au collège d'agglomération de Bruxelles

Copie pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de et à

Ses références :

Bruxelles, le

L'Ingénieur en Chef-Directeur,

1/2

J. VAN GRIMBERGEN.

Copie pour le Collège de l'Agglomération de Bruxelles

1/2

- (1) biffer les mentions inutiles
- (2) ne mentionner que la délibération du conseil communal
- (3) cet article spécifiera chaque phase en particulier et indiquera, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

DISPOSITIONS LEGALES (loi du 29 mars 1962, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970).

Article 54 - §4. - Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 66, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.